

L'HEBDO QUI CLIC

N°342

Hebdomadaire électronique de l'Union des syndicats CGT du Havre

Directeur de publication : Pierre LEBAS

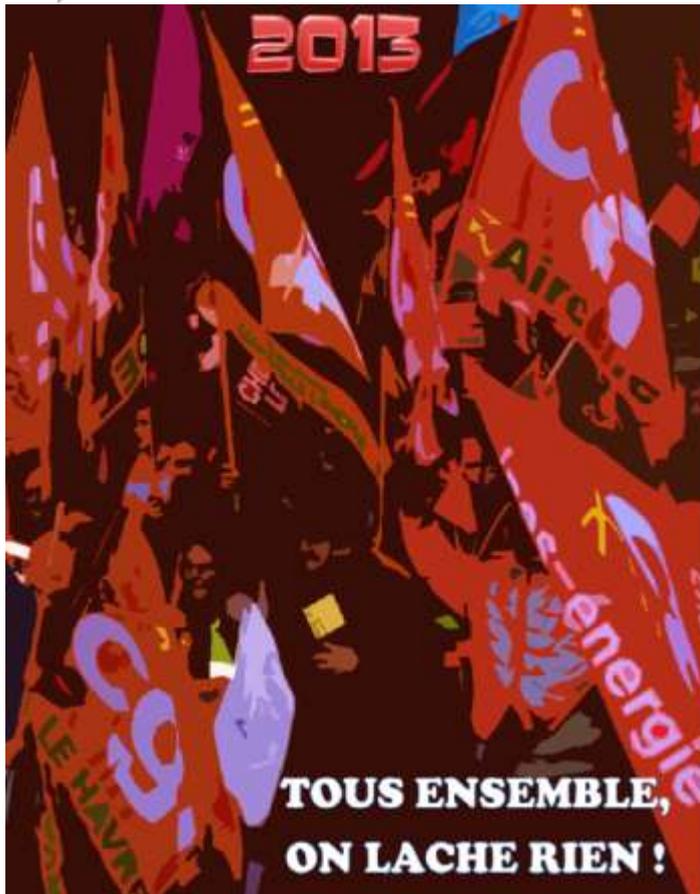
119 Cours de la République 76600 LE HAVRE – cgtlehavre.fr - 02 35 25 39 75

cgtlehavre.fr

la
cgt
LE HAVRE

1

Nouveau
syndiqué
Depuis le
1^{er} janvier
2013



SOLIDARITE,

PAIX,

JUSTICE,

LUTTE...



L'UNION DES SYNDICATS CGT
DU HAVRE VOUS SOUHAITE
SES MEILLEURS VŒUX 2013

Au sommaire du 03 janvier 2013 :

- Adhésions / Comparatif 2008 à 2012 : Page 2
- Départ en retraite d'Anita / Article paru dans la presse Havraise : Pages 3 à 5
- Négociations Syndicats-patronat sur le Droit du Travail / Tract CGT : Pages 6 et 7
- Elections TPE / Résultats : Page 8
- TLCVacances / Article paru dans le fil rouge : Page 9
- Un camion-citerne pour les Sahraouis / Souscription : Page 10
- Fralib / Article paru dans la Provence : Page 11
- Actualité sociale / Articles parus dans la presse : Page 12
- 50^{ème} congrès confédéral CGT / Sondage à l'attention des syndiqués : Page 13
- Le programme de formation syndicale de l'UL 2013 : Page 14
- L'hebdo pratic' : Pages 15 et 16

365 !

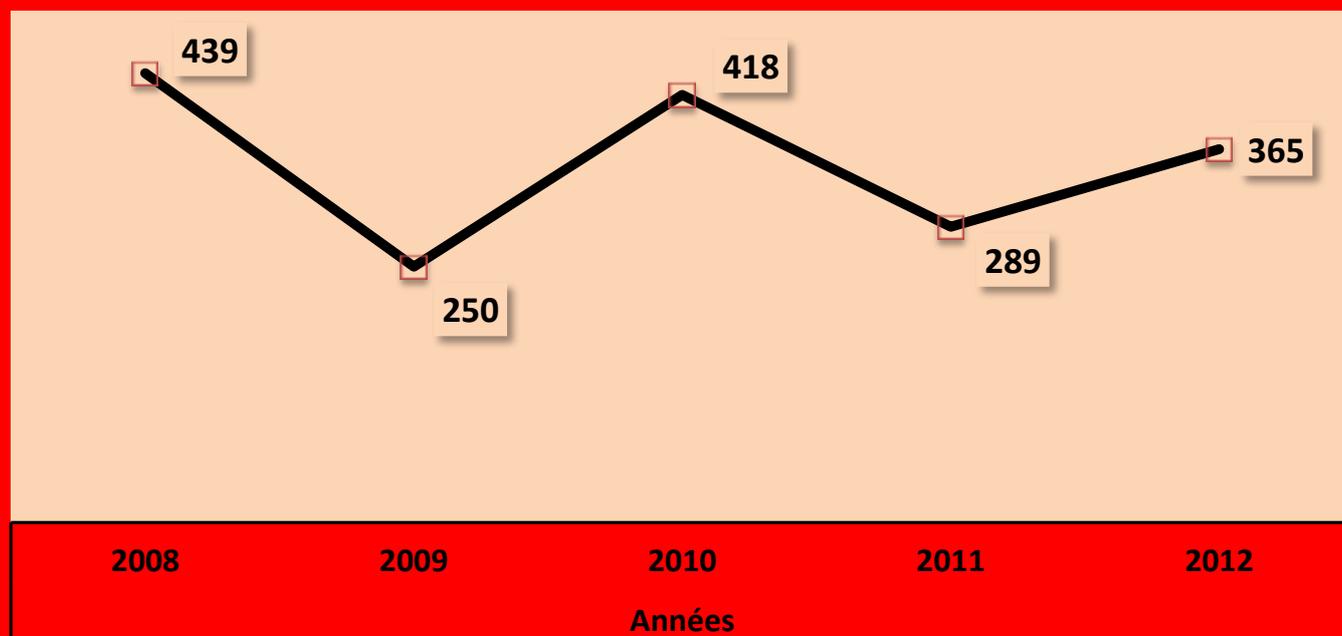
C'est le nombre de nouveaux syndiqués
en 2012 à l'UL CGT du Havre !!

Soit 1 nouveau syndiqué par
jour !

Bravo à tous ceux qui ont contribué à ce
beau succès de syndicalisation !!!

Nombre adhésions UL CGT LE HAVRE 2008 à 2012

■ Nombre adhésions UL CGT LE HAVRE



Peut-être avons-nous oublié vos adhésions réalisées en 2012, remontez nous-les si c'est le cas.

www.havre-libre.fr

FIGURE DES CHOMEURS CGT

Anita Menendez range son porte-voix



Incontournable figure du militantisme syndical, Anita Menendez prendra le 1^{er} janvier prochain sa retraite de la CGT chômeurs, « la seule section qui ne voudrait pas d'adhérents ». Elle réfléchit à un livre de souvenirs et se prépare pour les municipales de 2014.

12

Anita, l'écrit du peuple

Figure aussi bien incontournable qu'incontestée du militantisme syndical, Anita Menendez prend officiellement sa retraite de la CGT le 1^{er} janvier. L'idée de rédiger un livre lui trotte heureusement dans la tête : les souvenirs ne manquent pas.



Anita Menendez, sur le siège de l'utilitaire rouge de la CGT, d'où elle a guidé tant de manifestations. Elle prend sa retraite de la section CGT chômeurs, « la seule qui ne voudrait pas d'adhérents » (photo T.D.)

Le Havre, sa ville...

Son quartier, c'est Caucriauville. « Mélange de cultures, de populations. J'aime les gens qui y vivent, et contrairement aux idées véhiculées, j'ai toujours pu y sortir mon chien tranquillement, le soir. » Sans surprise, Anita assure aimer sa ville du Havre, « mais pas sa politique ». « Ils veulent en faire une ville touristique avec un casino, une belle plage, pendant que les ouvriers souffrent. Moi, j'aimerais voir les usines reflleurir. »

Ce jour-là, Anita Menendez est fatiguée. Mercredi 5 décembre : le conflit Ceacom vient tout juste de se terminer. Sept jours de grève, plusieurs piquets très matinaux... Et, au final, une victoire revendiquée par l'union locale CGT du Havre, qui aura arraché des négociations et une prime de fin d'année pour les salariés de l'entreprise.

« C'était un beau mouvement, avec des jeunes qui n'ont pas forcément connaissance des luttes syndicales », assure Anita Menendez, du haut de son mètre cinquante et de ses quarante années au service de la « grande dame », comme elle aime à surnommer la Confédération générale du travail. « J'y ai trouvé des valeurs de fraternité, de tolérance, de solidarité. » Depuis l'an 2000, elle y avait même trouvé un emploi. Anita, 60 ans, sera officiellement retraitée de la CGT mardi 1er janvier.

Anita, connue de tous et depuis longtemps pour sa voix guidant les manifestations havraises. Incontournable, apparemment infatigable, la militante compte bien profiter néanmoins de sa nouvelle liberté. « Je resterai à disposition de l'union locale, mais je veux du temps pour moi », prévient-elle. Pour faire du sport, peut-être un peu de politique (lire ci-dessus), et pourquoi pas écrire un livre. Cela fait un moment qu'elle y

songe. « Je ne sais pas encore si je vais le publier, même si on m'y pousse beaucoup. J'ai surtout envie de l'écrire pour mes enfants. » Leur expliquer pourquoi, au début des années 2000, elle passa ses mois de décembre à battre le pavé pour la prime de Noël des chômeurs plutôt qu'à parcourir les magasins de jouets. « Je sais que ma présence a manqué auprès de mes trois filles, confie Anita. Ce n'est pas facile d'être femme et militante. »

La « grande dame » lui a beaucoup pris. Mais aussi beaucoup appris, lui renvoie la jeune retraitée. Surtout depuis qu'elle s'est dévouée

“ Au départ, Auchan ne voulait pas m'embaucher. Au final, ils l'ont regretté ! ”

entièrement à la cause des privés d'emplois. « Mon livre sera sûrement axé sur eux : ces gens m'ont fait grandir ! » Après être passée elle aussi par la case RMI, c'est pour porter leurs revendications qu'Anita Menendez est devenue naturellement une permanente de la CGT, il y a douze ans, jusqu'à occuper un mandat national. Localement, elle prend la tête, fin 1999, d'un comité des chômeurs en difficulté. Elle s'empresse de le transformer en section syndicale indépendante, non sans efforts. « Même à la CGT, il fallait lutter contre l'image négative du chômeur : celle du feignant alcoolique... C'est pour ça que j'ai toujours veillé à l'absence d'alcool lors de nos manifestations. Il n'y a

jamais eu de casse. »

De là à dire qu'Anita est un agneau... Pour sauver l'emploi, « il n'y a que la lutte », acquiesce-t-elle. Montrer les dents, elle sait faire. Brûler les pneus aussi, malgré l'apprentissage parfois chaotique. « La première fois, j'avais oublié d'enlever les jantes. » Ses quatre décennies de syndicalisme sont autant d'anecdotes turbulentes, matière évidente à noircir des pages et des pages. Cible privilégiée de ses coups de gueule légendaires : le Medef. L'antenne patronale locale lui doit le concept de murage de son entrée, repiqué depuis par l'union locale CGT. « J'ai eu l'idée en 2000 : à l'époque, ils nous expliquaient qu'on ne trouvait plus de maçons. »

Mais Anita Menendez garde surtout le souvenir de la deuxième tentative, soldée par une interpellation devant les caméras de télévision. C'était en 2004, en plein mouvement de soutien aux chômeurs recalculés. Cette même cause qui poussa leur égérie à s'enchaîner à l'écluse François-Ier, bloquant ainsi le fonctionnement du port le temps d'une opération médiatique.

A l'heure de compiler les souvenirs, « je ne sais pas trop par où commencer », sourit Anita. Par le début, peut-être ? « Je vais forcément parler de mon père, oui. » Militant espagnol condamné à mort sous Franco, échappé en France dans les bagages du cirque Amar... Voilà qui forge une personnalité. « Mon père a pu rester en France, à condition qu'il n'y

fasse pas de politique », raconte sa fille. « Alors moi j'en ai fait. Je suis entrée au Parti Communiste vers 13-14 ans. »

PC, CGT... Les deux maisons sont alors intimement liées. C'est donc naturellement vers la deuxième que la jeune Menendez se tournera, lorsque viendra l'envie d'en découdre avec le patronat. L'hypermarché Auchan lui est ainsi redevable de sa première section syndicale, dans les années 70. « Au départ, ils ne voulaient pas m'embaucher. Au final, ils l'ont regretté ! Je leur ai mené la vie dure. » Mais la réciproque est aussi vraie. Sa mère et sa sœur, employées du même centre commercial, feront les frais de son engagement, maintient Anita. Encore aujourd'hui, elle reste persuadée que son patronyme rend plus difficile la quête de travail de ses filles.

Pourtant, jamais l'idée de rendre sa carte ne lui a traversé l'esprit. Même lorsque, au chevet des sans-emploi, le constat de leur situation ne fait que s'aggraver au fil des ans. « Sur certains dossiers, tu te demandes jusqu'où ira la souffrance. Comment on fait pour garder la foi ? Le soir, on s'allonge sur son lit et on pleure un bon coup. » Puis la lutte reprend. « Tous mes combats ont été remportés. Quand on est chômeur, on n'a plus rien à perdre. »

Les privés de travail devront pourtant apprendre à se priver progres-

sivement d'Anita. Tout comme les cortèges de manifestants habitués à défiler derrière la voiture rouge de la CGT. « Je me souviens du compte rendu d'un 1er Mai auquel je n'avais pas participé. Le journaliste l'avait comparé à une marche funéraire. Jean-Paul Lecoq (maire PC de Gonfreville, N.D.L.R.) m'a dit : " Ne nous refais jamais ce coup-là ! " »

A vrai dire, sa retraite ne devrait pas l'empêcher de donner de la voix contre le pouvoir en place. Qu'il s'agisse de slogans scrupuleusement peaufinés à l'avance, ou des cris du cœur revendiquant leur outrance. « Je pensais sincèrement que Sarkozy était dangereux ! » affirme Anita, en référence à un gimmick régulièrement entendu ces cinq dernières années. Et François

Hollande ?

« Pour l'instant, il n'a rien proposé en matière d'emploi, hormis les contrats d'avenir, qui ne sont que de la

« Tous mes combats ont été remportés. Quand on est chômeur, on n'a plus rien à perdre »

précarité en plus. » Le président socialiste doit donc se préparer à recevoir à son tour quelques saillies mémorables, depuis le siège passager du Kangoo rouge. Anita ne possède pas le permis. « J'ai arrêté au bout de la deuxième leçon, quand le moniteur m'a engueulée. Moi, on me gueule pas dessus ! »

A elle seule, la confiance en dit déjà bien plus qu'un roman.

THOMAS DUBOIS

CONFIDENCES

Avec les communistes pour les municipales de 2014

Soucieuse jusqu'alors de ne pas mélanger engagement syndical et politique, Anita Menendez ne s'étendait guère sur ses attaches communistes. Cela ne l'a pas empêchée de figurer sur les listes menées par Daniel Paul lors des deux dernières échéances municipales. Et pour 2014, elle compte bien se mettre à nouveau au service de « son » parti. « Si mon nom peut aider, j'y vais ! » Derrière qui ? « Jean-Paul Lecoq ou Nathalie Nail, je les aime tous les deux. Par contre, si c'est un socialiste qui prend la tête de liste, je n'irai pas. On les a déjà au gouvernement ! » Le PS est prévenu.

Le Medef s'obstine à exiger plus de flexibilité Votre intervention est indispensable !

LES OBJECTIFS DE LA NÉGOCIATION FIXÉS PAR LE GOUVERNEMENT

- *Lutter contre la précarité, sécuriser l'emploi;*
- *Améliorer les procédures de licenciement collectif et les dispositifs de chômage partiel;*
- *Mieux anticiper les évolutions de l'activité des entreprises et la gestion de l'emploi.*

1 million de ruptures conventionnelles, soi-disant à l'amiable.

300 000 en 2012, plus 12% par rapport à 2011 sur la même période. 25% seulement sont à la demande du salarié.

Les employeurs multiplient les ruptures individuelles dans certaines entreprises pour éviter le plan de licenciement collectif et les obligations qui y sont liées.

Depuis trois mois des négociations sont ouvertes entre les organisations d'employeurs et les syndicats de salariés à la demande du gouvernement pour « sécuriser l'emploi ».

Au fil des semaines, le patronat avec le Medef à sa tête, s'est évertué à détourner ostensiblement le sens initial de la négociation en prétendant la transformer en une occasion pour flexibiliser davantage l'organisation du travail et précariser encore plus les salariés !

Après avoir touché 20 milliards d'aides publiques, le Medef en veut plus : **licencier plus vite, plus facilement, moins cher et sans contrôle.**

Les positions du Medef sont à ce point inacceptables que, pour l'instant, tous les syndicats les ont rejetées. La partie n'est cependant pas terminée, les négociations reprennent **les 10 et 11 janvier 2013.**

C'est une révolution dans le Code du Travail qui se prépare. La CGT vous

informe et vous alerte. Prenez connaissance de ce qui vous menace :

Le contrat de projet : nouveau contrat précaire

Il existe déjà une multitude de contrats de travail qui permettent une extrême souplesse pour les employeurs et qui provoque une extrême précarité pour les salariés. (Temps partiel, CDD, contrats de chantier, saisonnier, intérimaire, aidé, intermittent, d'alternance, ... bientôt contrat de génération et contrat d'avenir.)

Le Medef innove encore avec le contrat de projet : Votre employeur pourrait vous employer demain en CDI de projet qui n'a de CDI que le nom puisque vous pourriez être licencié dès la fin de la tâche confiée. Cela pouvant se produire à tout moment et sans l'application des droits liés à un licenciement économique. Vous n'auriez aucune indication précise sur la fin de votre contrat. Comment construire votre avenir, obtenir un logement ou un crédit bancaire face à une telle incertitude ?

Élections dans les Très petites entreprises : SUCCÈS DE LA CGT

Élections dans les TPE : La CGT, avec 29,54%, est très largement en tête du premier scrutin de représentativité dans les entreprises de moins de 11 salariés (19,26% pour la CFDT, 15,25% pour FO). Scrutin où 465 756 électeurs et électrices se sont exprimés malgré tous les obstacles. La CGT remercie les salariés qui lui ont accordé leur confiance. Ils peuvent compter sur sa présence pour agir avec eux en faveur de nouvelles conquêtes sociales et de véritables lieux de négociations.

La mobilité... forcée

Votre employeur pourrait vous muter sur un autre site de travail situé à 50 km ou augmenter votre temps de trajet de 45 minutes avec comme conséquences une forte amplitude de votre journée et des frais de transport accrus. En cas de refus de votre part, direction la porte !

Le chantage à l'emploi, l'arme pour déréglementer

Déjà aujourd'hui, au nom de la compétitivité et sous prétexte de crise, la plupart des entreprises, quelle que soit leur situation financière, exercent le chantage à l'emploi (gel des salaires, augmentation des cadences et des amplitudes de travail, recours aux contrats précaires...) mais elles sont obligées de respecter les clauses de votre contrat de travail.

Demain, le Medef veut se débarrasser des clauses individuelles du contrat de travail : dès lors qu'un accord collectif serait passé dans l'entreprise pour soi disant « préserver l'emploi », tout salarié serait contraint d'accepter une baisse de son salaire, une modulation

du temps de travail, un changement d'affectation de son lieu de travail, une détérioration des conditions de travail...

Alors qu'aujourd'hui votre entreprise ne peut agir ainsi sans votre accord, demain en cas de refus vous seriez licencié pour motif économique mais sans reclassement et avec des indemnités minorées. Vous seriez en plus privé de votre droit de recours devant un juge !

Droit du travail : la Jungle contre l'État de droit !

...Et si on pouvait faire travailler gratuitement !

Aujourd'hui, vous avez 5 ans pour réclamer les salaires payés ou contester tout manquement de votre employeur. Le patronat veut ramener ce délai de prescription à 18 mois.

CE, CHSCT : des moyens d'intervention réduits

Aux yeux du Medef le comité d'entreprise et le CHSCT constituent une

entrave à la liberté de gestion des employeurs. Le Medef veut donc réduire leurs prérogatives.

Plus de chômeurs moins d'indemnités

Aujourd'hui, moins d'un salarié sur deux est indemnisé par l'allocation chômage, les femmes, les jeunes ayant peu travaillé sont les plus pénalisés.

C'est l'État, avec l'argent public, qui vient de plus en plus en aide aux chômeurs par l'attribution de diverses allocations : les entreprises licencient, la collectivité paie !

Le patronat veut bien revoir le mécanisme d'indemnisation des chômeurs...mais à coût constant. Autrement dit, ceux qui sont indemnisés devront accepter une diminution de leurs droits pour que d'autres en bénéficient.

Pour le patronat, c'est aux salariés de se débrouiller des conséquences de la crise !

Pour la CGT : C'est NON ! Face à l'urgence sociale, à la précarité galopante, à l'explosion du chômage ; il faut des garanties nouvelles pour les salariés, des emplois stables et bien rémunérés, des droits nouveaux d'interventions sur la stratégie des entreprises, un parcours professionnel attractif et sécurisé, une protection sociale de haut niveau.

LA MOBILISATION, ÇA CONTINUE EN 2013

Parlez-en ensemble dans les entreprises. Interpellez les employeurs. Mêlez-vous de cette négociation et des débats parlementaires à venir. C'est de votre vie au travail qu'il s'agit.

Le texte complet du projet patronal est disponible sur le site de la CGT : www.cgt.fr

Vous ne voulez pas en rester là ! Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus fort.

Bulletin de contact et de syndicalisation

NOM : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :



Téléphone : Courriel :

Age : Profession :

Entreprise (nom et adresse) :

Bulletin à renvoyer à La CGT, espace Vie syndicale, case 5-1, 263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex.
téléphone : 01 33 82 81 94, fax : 01 48 31 51 80, courriel : orga@cgt.fr. Vous pouvez aussi adhérer en ligne sur www.cgt.fr

ELECTIONS dans les Très Petites Entreprises (TPE) :

Les salariés des TPE placent la CGT très largement en tête ...

Avec un résultat de **29,54%**, la CGT arrive très largement en tête du premier scrutin de représentativité dans les très petites entreprises. Scrutin où **465 756** électeurs et électrices se sont exprimé-e-s malgré les innombrables obstacles.

La CGT remercie les salarié-e-s qui ont porté leur choix sur notre organisation syndicale.

Ce résultat vient après d'autres signes forts quant à la place majeure occupée par la CGT dans le paysage social. La deuxième organisation syndicale recueille quant à elle 19,26% et la troisième organisation recueille 15,25%.

Ce résultat obtenu donne encore plus de poids à ceux qui n'acceptent pas une régression sociale majeure dans la négociation sur l'emploi en cours.

Dans les conventions collectives et au niveau national interprofessionnelle, ce résultat renforce la place de la Cgt. Il donne du poids aux exigences portées par les salarié-e-s des TPE et renforce leur volonté d'obtenir à l'avenir de véritables lieux de négociations avec des élu-e-s pour les représenter.

Au cours de plusieurs mois de campagne, la Cgt dans les territoires et avec ses organisations professionnelles a tissé de nombreux liens avec des milliers de salarié-e-s des TPE qui lui ont réservé un accueil très favorable.

La CGT entend poursuivre cet effort au-delà de l'élection et créer les conditions pour que le syndicalisme et la négociation collective prennent toute leur place auprès de ces salarié-e-s.

Forts de ce résultat, les salarié-e-s peuvent compter sur la présence de la Cgt pour agir avec eux en faveur de nouvelles conquêtes sociales. **Elle les appelle aussi à prendre toute leur place dans cette mobilisation en rejoignant massivement la CGT.**

465 756 électeurs au niveau national et **12 823** en Haute Normandie.

Résultat TPE National	EXPRIMES	%
CGT	136 033	29,54%
CFDT	88 699	19,26%
CFTC	30 074	6,53%
CGC	10 697	2,32%
FO	70 231	15,25%
UNSA	33 864	7,35%
Solidaires	21 885	4,75%
CNT	9 818	2,13%
CAT	10 995	2,39%
Syndicats Régionaux	2 150	0,47%
Syndicats branches professionnelles	46 002	9,99%

Résultat Haute Normandie	EXPRIMES	%
Participation: 11,30%	12 823	
CGT	4 389	34,23%
CFDT	2 254	17,58%
CFTC	648	5,05%
CGC	175	1,36%
FO	1 891	14,75%
UNSA	848	6,61%
Solidaires	587	4,58%
CNT	216	1,68%
CAT	307	2,39%
Syndicats Régionaux	1 508	11,77%

Des nouveaux locaux au service du tourisme social¹



Le 11 octobre dernier, TLC Vacances signait une nouvelle convention avec la Région CGT de Normandie (Photo DR).

Inauguration officielle, ce jeudi 25 octobre, pour les nouveaux locaux de TLC au Havre, au 45 de la rue Gustave Nicolle, dans le quartier Eure/Brindeau bien connu des Havraises et des Havrais. Parmi les nombreux représentants des C.E. et organismes adhérents à TLC Vacances, les amis et camarades, on pouvait remarquer la présence des « anciens » qui furent à l'origine de TLC : Albert Perrot, Claude Petit et tant d'autres...

Quatre personnalités ont pris la parole à cette occasion : Nathalie Nail, Conseillère Générale et Conseillère municipale du Havre ; Thierry Lepaon, Secrétaire du Comité Régional CGT de Normandie et membre de la Commission Exécutive Confédérale de la CGT ; Reynald Kubecki, Secrétaire de L'Union Locale CGT du Havre, et bien entendu Alain Bozec, le responsable de TLC Vacances.

Rappelons que TLC Vacances, c'est 120 sites à travers toute la France, 3 villages de vacances et 1500 hébergements. Membre de l'Association Nationale de Coordination Vacances de la CGT (ANCAV TT) l'association avait besoin de locaux plus grands compte tenu de son développement, locaux qu'elle partage d'ailleurs avec Vivats, la rapprochant ainsi des Comités d'Entreprises adhérents.

Dès le début de la manifestation, Alain Bozec souligna « la vitalité de l'association, son ancrage dans les forces vives de la région havraise et son rayonnement national », puis Reynald Kubecki, également élu au Comité d'Etablissement de la SIDEL au Havre, précisa « j'ai participé naturellement à l'intégration de notre CE au sein de la SCI Dives-sur-Mer. Après plusieurs mois d'échanges fructueux, nous avons pu concrétiser notre projet et organiser en juin dernier un week-end portes ouvertes pour les salariés, avec visite des structures, animations, spectacles et locations de chalets. Aujourd'hui, les salariés apprécient ce nouveau village, en témoignent les locations pour des week-ends et semaines qui ont suivi ensuite... Quand on leur explique, les salariés comprennent bien les enjeux du tourisme social et la mutualisation qui peut être mise en place avec les structures peu favorisées ».

Pour sa part, Thierry Lepaon revenait sur le rôle indispensable des outils mis en place par le mouvement ouvrier, TLC Vacances, Vivats, Touristra et l'ANCAV et soulignait l'indispensable combat pour le droit aux vacances de qualité pour tous que mènent la CGT et les Comités d'entreprise.

Nathalie Nail, quant à elle déclarait notamment : « Il y a plus de 70 ans que dans notre pays des hommes et des femmes de combat se sont levés pour exiger les congés payés et c'est le Front Populaire qui a transformé cette utopie en réalité parce qu'il y avait des Ministres et des Députés courageux à l'époque... Aujourd'hui, vous le savez, 27 millions de Français ne partent pas en vacances, dont 3 millions d'enfants et de jeunes en majorité pour des raisons financières. Les chiffres de 2012 risquent d'être bien pires : la situation s'aggrave : 70% de Français partaient en vacances en 1980, 65% en 1995, ils ne sont plus que 58% aujourd'hui. »

TLC Vacances, dont la vie a commencé, il y a plus de 25 ans, à la suite de Tourisme et Travail, n'a pu se développer que grâce à l'action des militants des C.E., petits et grands, mais aussi grâce à la disponibilité et au dévouement de nombreux bénévoles, auxquels Alain Bozec a su rendre hommage, non sans une certaine émotion.



De gauche à droite, Albert Perrot, Nathalie Nail, Thierry Lepaon, Claude Petit, Patrice Lemieux, Alain Bozec et Reynald Kubecki. (Photo JD)

Avec ses nouveaux locaux, TLC Vacances entame une nouvelle étape. Alain Bozec devait souligner dans son intervention. « On ne le dira jamais assez, notre richesse au sens propre comme au sens figuré ne vient pas des banques, notre raison d'être n'est pas de courir derrière le profit. Notre seule richesse et elle vaut tout l'or du monde, c'est l'humain, c'est notre contribution à rendre possible un monde fait pour l'homme, un monde solidaire et épanoui. Oui, notre richesse, c'est nos salariés, nos militants, nos adhérents ».

Comme il se doit, cette inauguration se termina par un vin d'honneur afin de souhaiter longue vie à Tourisme Loisirs Culture Vacances, et réussite au tourisme social.

¹ On retrouvera dans le n° 35 été 2009 du « Fil rouge » un article d'Albert Perrot : « Pour une histoire du tourisme social au Havre ».



De nouveaux locaux plus vastes et mieux situés, au 45 rue Gustave Nicolle (photo JD)



SOUSCRIPTION-SOUTIEN HUMANITAIRE AUX REFUGIES DES CAMPEMENTS SAHRAOIS

Une délégation de l'Association havraise de soutien
« *Un camion citerne pour les Sahraouis* »,
se rend en février prochain dans le campement de Laguerra d'où viennent les enfants
accueillis chaque été dans des familles de la région.

Au cours de leur visite auprès des réfugiés Sahraouis, les participants ont à cœur
d'apporter leur soutien sous diverses formes
**dont une aide financière qui servira à acheter sur place, (Tindouf) des denrées
alimentaires manquantes et chères –
en accord avec les Sahraouis.**
Pour exemple : sucre, thé, matériel scolaire, produits d'Hygiène

1 BILLET = 1,5€
4 billets = 5€

**L'intégralité des sommes collectées servira à l'achat de nourriture ou produits
de première nécessité en accord avec les autorités municipales de Laguerra**

**LES BILLETS DONNENT DROIT À UN TIRAGE AU SORT
QUI AURA LIEU LORS DE LA REUNION
AU COURS DE LAQUELLE LA DELEGATION FERA LE BILAN DE SON DEPLACEMENT
La date en sera précisée au retour de la délégation**

¹ Les participants prennent en charge personnellement les frais de leur déplacement et du séjour

ZOOM SUR Le réveillon des "Fralib"



"On espère que 2013 sera meilleure que 2012". Les salariés de l'usine Fralib de Gémenos ont organisé leur réveillon avec l'espoir d'une prise d'activité pour cette nouvelle année: "Les machines sont arrêtées depuis juillet 2011", précise Olivier Leberquier, délégué syndical CGT de Fralib. Près d'une cinquantaine d'employés se sont donc rendez-vous dans les locaux de l'usine pour oublier leur souci un temps d'un moment. "C'est la troisième année qu'on fête la Saint-Nicolas en vestre ensemble. Cette soirée est importante à nos yeux, on ne jette personne sur le côté".

PHOTO

OLIVIER LEBERQUIER

"On espère redémarrer au plus tôt l'activité de l'usine"

L'année 2012 a été mouvementée pour les salariés de l'usine Fralib de Gémenos. "Nous sommes à plus de 830 jours de lutte, mais nous ne sommes pas entrés en lutte pour battre un record de longévité", explique Olivier Leberquier, délégué CGT. "Cette année 2013 on espère passer autre chose avec la mise en oeuvre de notre projet alternatif (création de la Scop TI), faire redémarrer les machines arrêtées depuis juillet 2011; redémarrer l'activité au plus tôt. Tout le monde est prêt. Depuis le mois de septembre on fait tourner les machines, on les bichonne tous les jours, une ligne après l'autre, on assure aussi leur maintenance. On crée toutes les conditions techniques pour être prêts une fois les questions administratives réglées et les barrages d'Unilever levés. Et dans l'immédiat on attend un rendez-vous avec François Hollande".



Négociation sur l'emploi : la menace d'une régression historique

François Hollande

Négociation sur l'emploi : la menace d'une régression historique

François Hollande voulait un « compromis historique » avant la fin de l'année 2012 entre syndicats et patronat sur la sécurisation de l'emploi. C'est raté. La dernière séance de négociation, en décembre, s'est soldée par un échec. L'acharnement du Medef à exiger plus de flexibilité pour le CDI, à faciliter les licenciements et à refuser de taxer les contrats courts, malgré la flambée du chômage, a totalement bloqué les discussions.

Elles reprendront donc le 10 janvier prochain. Lors de ses vœux aux Fran-

çais, le président de la République a réaffirmé que l'état n'était pas « le seul acteur » pour inverser la tendance sur le front du chômage, appelant syndicats et patronat à aboutir à un accord au plus vite. Le ministre du Travail, Michel Sapin, a également mis un coup de pression pour que la prochaine séance soit conclusive. Avec les 500 000 contrats de génération sur cinq ans et les 150 000 contrats d'avenir destinés aux jeunes, le président place la négociation au cœur de sa bataille pour l'emploi. Pour l'instant, les syndicats les plus enclins au compromis, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC, refusent de parapher le texte. La CGT et FO le rejettent depuis le début.

Comme le rappelle Bernard Thibault, secrétaire général de la CGT, « ça fait vingt-cinq ans qu'on nous explique qu'en précarisant, en assouplissant le Code du travail, on va créer des emplois, il n'est pas question d'accepter cette théorie selon laquelle les licenciements d'aujourd'hui créent l'emploi de demain ». Le gouvernement a prévenu que si aucun accord n'était trouvé, il légiférerait. Si les propositions du Medef étaient reprises dans le texte de loi, elles aggraveraient à coup sûr le chômage dans le pays. ■

LEPAON RAJEUNIRA-T-IL LA CGT ?

PEU PROBABLE Personne ne sait encore quelle ligne imposera Thierry Lepaon, l'ex-leader de Moulinex, choisi après une longue lutte intestine pour la succession de Bernard Thibault. Il lui sera plus facile de retrouver une unité dans la radicalisation, « dénominateur commun qui ressoudera les différentes tendances », note un expert. Cette période se prolongera-t-elle au-delà du congrès, en mars, quand le secrétaire général dévoilera ses orientations ? « Si la CGT évolue vers un syndicalisme réformiste, je vous paie le champagne », lance un cadre d'un autre syndicat. Mais la CGT martèle que Lepaon est « sur la même ligne » que Thibault. Et qu'il devrait, au final, être tenté par des compromis alors que la démocratie sociale est à la mode. ■

Dans le cadre de la préparation du 50^{ème} congrès de Toulouse, un questionnaire est adressé aux syndiqués. Vous pouvez le remplir et l'adresser aux adresses indiquées ci-dessous.



Questionnaire aux syndiqués/salariés

L'avis de chacune et chacun va compter. Pour une CGT plus efficace qui rassemble les salariés pour revendiquer et conquérir de nouveaux droits.

► Pour vous

Quelles devraient être les trois priorités pour lesquelles la CGT doit agir ?

Comment le syndicat peut-il favoriser le rassemblement des salariés pour plus d'efficacité ?

Comment la CGT peut-elle être force de propositions dans l'entreprise et au niveau national ?

Comment mieux construire les revendications avec les salariés au niveau professionnel et interprofessionnel ?

Comment et avec qui poser l'utilité de l'unité syndicale comme source d'efficacité du syndicalisme ?

Comment la négociation peut-elle faire avancer les revendications des salariés ?

Syndiqués, acteurs, décideurs : qu'est ce que cela signifie pour vous ?

Quel rôle pourriez-vous avoir sur la syndicalisation pour une CGT ouverte à toutes et tous ?

Êtes-vous syndiqué : oui non

Questionnaire à renvoyer à :
CGT - Commission animation des débats - 263 rue de Paris - 93100 Montreuil-sous-bois.
Vous pouvez remplir le questionnaire en ligne sur www.congres50.cgt.fr

Programme Formation Syndicale 2013
Union Locale CGT du Havre

Janvier

du 28 au 01/02 ⇨ Niveau I*

Février

14 et 15 ⇨ Délégué du Personnel

Mars

Du 04 au 05 ⇨ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Avril

11 au 12 ⇨ Feuille de paie –
protection sociale

Mai

24 ⇨ Représentativité syndicale /
Protocoles Electoraux

Juin

Du 03 au 07 ⇨ ECO- CE **

Du 10 au 14 ⇨ Niveau I*

Septembre

26 au 27 ⇨ Rédiger un tract/
communication/prise de parole

Octobre

07 au 11 ⇨ Niveau 2 (1^{ère} semaine)**

21 et 22 ⇨ Délégué du Personnel

Novembre

Du 04 au 08 ⇨ Formation
Formateurs**

18 au 22 ⇨ Niveau 2 (2^{ème} semaine)**

Du 25 au 29 ⇨ Niveau I*

Décembre

Du 02 au 06 ⇨ CHSCT*

16 et 17 ⇨ Feuille de paie –
protection sociale

Réunion collectif UL : 14 janvier/29 avril/30 septembre/14 novembre 2013

Réunion collectif départemental (niveau 2) : 5 février

Réunion Collectif Départemental (ECO-CE) : mars 2013

Coût des modules : 40 € par stagiaire repas compris

Coût du Niveau I 100 € par stagiaire repas compris

Le coût n'est pas un frein à la formation des syndiqués, l'UL pourra subvenir au cas par cas si le syndicat ne peut prendre en charge.

*CHSCT – Niveau 1 : stage supplémentaire suivant demandes

** Organisé par L'UD 76

l'hebdo pratique

Des liens, des infos, des blogs :

La rubrique interactive de l'hebdo !

MARDI 15 JANVIER 2013

Jacques DEFORTESCU

Secrétaire de l'Institut CGT d'Histoire Sociale de Seine-Maritime,
ancien Secrétaire Général de la CGT au Havre

Richard ZELEK

Ancien Secrétaire du CE des TLH, ancien secrétaire du syndicat CGT de SIDEL

Le fil rouge

Histoire de l'entreprise Tréfileries et Laminoirs du Havre et de ses salariés

Du boulevard Sadi-Carnot au boulevard Jules-Durand.

La revue trimestrielle de l'Institut d'Histoire Sociale de Seine-Maritime présente depuis 1997 des articles sur tous les aspects passés de l'histoire sociale, des grandes périodes historiques jusqu'à la période contemporaine, dans tous les secteurs professionnels du département.

Dans le numéro 45 du Fil rouge paru en octobre 2012, un grand dossier était consacré aux Tréfileries et Laminoirs du Havre, à l'usine et à ses salariés, après un minutieux travail de recherche.



Rencontre à 18h au Café de la GALERNE

Planning réunions 2013

JANVIER		FEVRIER		MARS		AVRIL		MAI		JUIN	
1 M		1 V		1 V		1 L		1 M		1 S	
2 M		2 S		2 S		2 M	BUREAU	2 J		2 D	
3 J		3 D		3 D		3 M		3 V		3 L	
4 V		4 L		4 L		4 J		4 S		4 M	BUREAU
5 S		5 M	BUREAU	5 M	BUREAU	5 V		5 D		5 M	
6 D		6 M		6 M		6 S		6 L		6 J	
7 L		7 J		7 J		7 D		7 M	BUREAU	7 V	Relais
8 M	BUREAU	8 V		8 V		8 L		8 M		8 S	
9 M		9 S		9 S		9 M	BUREAU	9 J		9 D	
10 J		10 D		10 D		10 M		10 V		10 L	
11 V		11 L		11 L		11 J		11 S		11 M	BUREAU
12 S		12 M	BUREAU	12 M	BUREAU	12 V		12 D		12 M	
13 D		13 M		13 M		13 S		13 L		13 J	
14 L		14 J		14 J		14 D		14 M	BUREAU	14 V	
15 M	BUREAU	15 V		15 V		15 L		15 M		15 S	
16 M		16 S		16 S		16 M	CE	16 J		16 D	
17 J		17 D		17 D		17 M		17 V		17 L	
18 V		18 L		18 L		18 J		18 S		18 M	C. G. U. L.
19 S		19 M	CE	19 M	CE	19 V		19 D		19 M	
20 D		20 M		20 M		20 S		20 L		20 J	
21 L		21 J		21 J		21 D		21 M	CE	21 V	
22 M	CE	22 V		22 V		22 L		22 M		22 S	
23 M		23 S		23 S		23 M	BUREAU	23 J		23 D	
24 J		24 D		24 D		24 M		24 V		24 L	
25 V		25 L		25 L		25 J		25 S		25 M	BUREAU
26 S		26 M	BUREAU	26 M	BUREAU	26 V		26 D		26 M	
27 D		27 M		27 M		27 S		27 L		27 J	
28 L		28 J		28 J		28 D		28 M	BUREAU	28 V	
29 M	BUREAU			29 V		29 L		29 M		29 S	
30 M				30 S		30 M	BUREAU	30 J		30 D	
31 J				31 D				31 V			

■ NI
■ Eco CE
■ Représentativité syndicale, protocoles d'accord
■ Rédiger un tract
■ Délégués du Personnel



LOCATIONS - VACANCES FRANCE



Convention UL du Havre / TLC Vacances :
Faire de TLC Vacances l'outil des
Organisations Syndicales et des élus
des Comités d'Entreprise



www.tlcvacances.fr
02.35.21.69.63